

Le Bonnet Rouge

Quotidien Républicain du soir

DIRECTION & PUBLICITE

14, rue Drouot (Paris 9^e) — Téléph. CENTRAL 69-70

RÉDACTION & ADMINISTRATION

442, rue Montmartre (Paris 2^e) — Téléph. CENTRAL 80-03

DIRECTEUR :

Miguel ALMEREYDA

Cinq Centimes le Numéro (Paris et Départements) : Cinq Centimes

Un Exploit de nos Evêques

Nos évêques ne sont pas ce que s'imaginait le vain peuple des fidèles et des incrédules.

On ne les voit pas assez ; voilà pourquoi on les juge si mal.

Ils ne daignent montrer leurs Grandours en public qu'à l'occasion de cérémonies solennelles qui se déroulent avec une pompeuse lenteur dans l'ombre moisie des cathédrales, à la faible lueur de chandeliers parcimonieusement allumés par des bedeaux économisés, des Beaux-mesures avariés. C'est généralement dans l'après-midi que se célèbrent ces fêtes. L'évêque vient de déjeuner, de bien déjeuner. Dans l'air lourd d'encre, les chants des petits enfants de chœur et la voix des grandes orgues bercent agréablement le prélat. Sa chair est appesantie par la digestion dont les rites discrets s'accomplissent dans la bedaine épiscopale, chaudement enveloppée d'étoffes ouatées, d'un violet doux à la reine. Sa Grandeur lutte un instant, de l'œil et du cou, contre le sommeil qui l'assaille. Finalement le marchand de sable crie sa victoire dans un ronron qu'on a du mal à prendre pour un hommage de l'évêque au Seigneur.

Le vulgaire ne voit ses évêques, ses archevêques, ses cardinaux qu'en l'apparat de semblables cérémonies. Il ne connaît de leur vie que ces lourdes après-midi que Morphée dispute à Jésus-Christ. Il est tout naturellement porté à les juger sans justice.

De là ces arrêts impitoyables, que l'on entend tomber à la sortie des vépres, sur le parvis Notre-Dame.

C'est l'injustice même. Le cerveau des évêques travaille, et non leur estomac.

Ils digèrent, mais ils pensent. Et, bien souvent, le produit de leurs réflexions montre qu'elles furent laborieuses, autant que leurs digestions assises.

Témoin, la résolution qu'ils viennent de prendre, le projet qu'ils ont formé : ils organiseront, au lendemain de la victoire, un grand pèlerinage national à la grotte de Lourdes, en l'honneur de la Vierge. C'est une affaire entendue. Tout est décidé.

Ainsi, ils mettent, dès maintenant, la main sur la Mère de Dieu, et ils s'assurent son concours.

Je ne saurais dire auquel de Nos Seigneurs les Evêques de France nous devons cette idée que tous ont aussitôt approuvée avec le plus louable empressement.

Est-ce à l'archevêque de Paris, M. Amette ? L'astuce de ce Normand est profonde ; elle se révéla le jour où, par un tout petit « ajout » de deux lignes, le cardinal transforma le sens de la fameuse prière papale pour la paix, fit dire au Pape exactement le contraire de ce que Benoît XV avait voulu exprimer, et dispensa ainsi les patriotes exaltés que sont la plupart de nos catholiques de brûler les portraits du Pontife romain ?

Est-ce à M. Dubois, qui peut bien ne plus se croire obligé de faire la bête, maintenant qu'il a obtenu tout le son qu'il voulait ; l'archevêché de Rouen ? Est-ce à ce petit fou de cardinal Andrieux, dont les sautes d'humeur empoisonnent les nobles nuits du comte Eugène de Lur-Saluces, le plus royaliste de nos marchands de vins ?

Bien malin qui le dira. Mais notre ignorance sur ce point est la preuve qu'à tant d'autres vertus, notre épiscopat, si injustement décrié, joint la modestie.

Doué qu'elle vienne, son idée est de celles qui comptent.

Au début de la guerre, au moment même où les armées allemandes se jetaient brutalement sur la Belgique, les évêques d'Allemagne opérèrent une autre attaque, tout aussi violente et tout aussi impudique : ils se précipitèrent sur Dieu lui-même, et se l'approprièrent. Parce qu'il était inattendu et qu'ils surent le rendre éclatant, ce geste fut décisif.

« Dieu est avec nous ! » avaient dit les prélats catholiques d'Allemagne, et, devant cette affirmation brutale, il n'y avait guère qu'à s'incliner. Le monde entier fut aussitôt convaincu que les Allemands avaient avec eux le Seigneur.

Des gravures ingénieuses et touchantes aidèrent à répandre et à entretenir dans l'esprit des simples cette conviction que le Christ avait pris du service dans les armées de l'empereur Guillaume.

J'ai chez moi l'une de ces images. Sa naïveté charmante interdit de douter de ce qu'elle affirme. C'est Jésus dans la tranchée ; Accoudés sur un parapet bien propre, des soldats allemands, blonds et robustes, écoutent le fils de Dieu, un beau Christ barbu, aux yeux pleins de douces lumières et à la longue robe flottante, qui, debout derrière eux, désigne à leurs fusils les Français que l'on devine à l'horizon. Un officier est là, sans doute, pour s'assurer que les soldats écoutent correctement.

« Le Christ est avec nous ! » Les Allemands l'avaient dit, et parce qu'ils l'avaient dit avec assurance, et les premiers, il était difficile de ne pas les croire. On les crut.

Qu'allaient faire nos évêques ? Contester l'affirmation des Allemands ?

M. Baudrillard l'essaya bien, en de pesants volumes. Mais son effort demeura stérile. Il venait trop tard. En France même, on ne le suivit guère.

Il fallait songer à la France, il fallait songer aussi à la religion.

Or voyez-vous des catholiques, l'un Français, l'autre Allemand, mais tous les deux fils de la même Eglise et dévoués au même Dieu, empoignant ce Dieu chacun par un bras, et le tirant l'un de son côté, pour l'amener à soi ?

Quel spectacle scandaleux ! Et quelle pauvre figure de niais eût fait ce Dieu tout-puissant, à se laisser ainsi presque écarteler par ses fils ennemis ? Est-ce là l'attitude qui convient au Père des Hommes, maître du Monde ? Deux canards, dans une basse-cour, peuvent bien se disputer gouluement un gros vers de terre, en atrapant dans leur bec l'un la tête et l'autre la queue, et tous les deux tirer en sens contraire. Mais deux évêques agissant ainsi avec leur Dieu, c'est été, vous en conviendrez, la dernière inconvenance. Satan est bien ri, et les blous mécréants dont il inspire les têtes.

Ce spectacle impie, les évêques de France n'ont pas voulu qu'il fût donné au monde.

Les Allemands se sont emparés de Dieu, les premiers ; ils le tiennent ; ils ne veulent pas le lâcher. On ne va pas leur enlever de force. Qu'ils le gardent. Nous, nous prenons la Vierge. Et c'est elle qui, à défaut de son fils, nous assurera la victoire !

Voilà qui est répondu. Je n'ai pas vu encore ce que disent les journaux allemands de cette riposte, où ils vont feindre de voir une diversion, mais qui est le plus franc des coups droits.

— A vous le bon Dieu ? Soit ! Mais alors, à nous la Vierge ! Vous réquisitionnez le Christ ? Nous mobilisons sa Mère !

— Que voulez-vous qu'ils répliquent ? Rien. Ils sont « sidérés » !

Nos évêques viennent de marquer sur l'ennemi un de ces points qui comptent dans une partie. Honneur à nos évêques !

Georges CLAIRES.

Les millions de la Solidarité

M. Malvy vient d'avoir l'heureuse idée de publier le bilan des recettes et des dépenses des comités organisateurs des diverses « journées », afin de le soumettre, dit la note officielle, au contrôle de l'opinion publique.

Nous nous en réjouissons d'autant plus que nous avions insisté antérieurement qu'on voulait bien, dans l'intérêt même du succès des « journées », à venir, fournir des explications publiques sur l'utilisation des millions recueillis.

La Censure, à l'époque, estima séduisante notre question. Notre indiscretion parut à beaucoup de mauvais goût. On tenta de créer le ne sais quelle équivoque et de nous faire dire, ce qui était loin de notre pensée, que nous suspicions de quelque façon la gestion des comités.

Rien n'était moins exact. Nous demandions des précisions parce que nous savions que, dans le public, les bruits les plus ridicules et les plus fâcheux trouvaient créance, et nous pensions que la meilleure façon d'en finir avec ces détestables rumeurs, c'était de s'expliquer au grand jour sur l'utilisation des fonds de la solidarité nationale.

Il semble que ce n'était pas tellement extravagant. Cependant, on nous permit de ne pas nous contenter des chiffres donnés par M. Malvy. Certes, le ministre de l'Intérieur ne pouvait pas faire autre chose que ce qu'il a fait. Il a demandé des chiffres, on les lui a fournis ; il nous les soumet.

Le contrôle serait suffisant s'il s'agissait de discuter quelque accusation de malversation. Il n'en est rien, et la question est tout autre.

On nous parlait de la « Journée du Polu », par exemple, nous savions bien que notre ami Cécaldi et les excellents parlementaires qui furent ses collaborateurs au Comité, avaient fait tout leur devoir, et même un peu plus. Ce qui nous inquiétait,

ce n'était pas de savoir si les millions recueillis étaient bien utilisés, mais de savoir si les millions recueillis étaient bien utilisés.

Encore une fois, il ne s'agit pas de faire des accusations ridicules. Nous savons très bien qu'il suffira de rechercher où sont les sommes recueillies pour les trouver.

Quand on nous dit que, sur les recettes d'une « journée », un million cinq cent mille francs ont été mis à la disposition du ministre de la guerre, c'est à coup sûr, mettre hors de cause les organisateurs de cette journée, que, d'ailleurs, personne ne suspectait, mais ce n'est pas du tout renseigner l'opinion et lui permettre d'exercer selon la formule de M. Malvy, « un contrôle ».

Pour contrôler, il faut être informé. L'opinion n'est pas informée. Elle attend que M. le ministre de la guerre veuille bien suivre l'excellent exemple donné par M. le ministre de l'Intérieur.

Jean GOLDSKY.

LA GUERRE La Communauté du Sang

M. Jacques Dhur, qui mena naguère des campagnes qui eurent dans le monde quel que retentissement, s'attache depuis quelques jours à défendre ce qu'il appelle : l'unité de conscription.

Il lui semble qu'il y a quelque injustice à laisser certains pays qui, par leur situation ou en raison des circonstances, furent les plus touchés au début de la guerre, et fournirent l'effort maximum, continuer à se sacrifier plus que leurs amis et que leurs alliés, parce que géographiquement ce sont leurs frontières qui constituent les frontières de la coalition des peuples libres.

Ainsi, la paix revenue, ces nations qui par leur endurance, leur ténacité, leur esprit de sacrifice leur haute conception du devoir devaient se placer parmi les premières du monde, se trouveraient fatalement, tellement anémiées, tellement épuisées, vides d'hommes et vides d'or, qu'il ne leur serait plus possible de profiter de la commune victoire.

L'unité de conscription, c'est chacun apportant dans la bataille la part d'hommes proportionnée à la population de chaque pays.

Ce matin encore, M. Jacques Dhur résumait ainsi le but de sa campagne :

Tous les Alliés, tous sans exception, doivent donner leur maximum d'effort militaire.

litère, — comme nous avons donné le nôtre.

Il doit y avoir, autant que possible, sur le front unique qu'a créé l'unité d'action, un nombre de soldats de chaque puissance en guerre avec les Empires du Centre, proportionnel au chiffre de la population de cette puissance.

Ainsi, conclut M. Jacques Dhur, nous pourrions respirer un peu et réaliser nos destinées économiques.

Nulle thèse ne pourrait être plus juste, et nous n'avons rien à ajouter aux arguments apportés quotidiennement par le directeur de l'Éveil.

Les profits seront communs, et, même, il est certain que ceux qui ne furent pas les premiers à répondre à l'appel des armes ne seront pas les derniers lorsqu'il faudra tirer de cette guerre les profits qu'elle comportera pour le parti victorieux.

D'ailleurs, il nous déplairait de songer à répartir les sacrifices selon les profits. Nous nous faisons de cette guerre, et du rôle que la France y joue, une conception trop haute pour rattrapper ainsi la question.

Nous voulons simplement, puisqu'on a tout mis en commun, puisque le front est unique, que les richesses des pays alliés soient communes, qu'on proclame aussi solennellement, à la face du monde, la communauté du sang des peuples ligés pour la défense du Droit.

GENERAL N...

SUR TOUS LES FRONTS

Nouveaux succès de l'armée Sarrail

Serbes, Russes, Anglais et Français poursuivent leur marche en avant

Communiqués Officiels

78^e JOUR DE LA GUERRE

COMMUNIQUE FRANÇAIS

25 septembre, 15 heures.

Sur le front de la Somme, vives actions d'artillerie au cours de la nuit, dans différents secteurs, au nord et au sud de la rivière.

Sur la rive droite de la Meuse, nous avons aisément repoussé une attaque allemande sur un de nos ouvrages, à l'est du bois de Vaux-Chapitre. La halle d'artillerie continue intense dans les secteurs Thiaumont-Fleury-Vaux-Chapitre.

Des avions ennemis ont jeté hier, vers 20 h. 30, une dizaine de bombes sur la région de Lunéville. Une femme a été légèrement blessée. Les dégâts matériels sont insignifiants.

Dans la journée d'hier, un avion ennemi attaqué par un des nôtres est tombé désemparé au nord de Misery. Trois autres appareils, sérieusement touchés, ont été contraints d'atterrir.

Dans la nuit du 24 au 25, 12 de nos avions ont lancé 98 obus sur le village et la gare de Guiscard. Dans la même nuit, 7 de nos avions ont lancé 50 obus de 120 sur les usines de Thionville, de Rombach et sur la gare d'Audun-le-Roman. Un incendie a été vu à Rombach à la suite du bombardement.

COMMUNIQUE D'ORIENT

Sur la rive gauche de la Struma, les Anglais, poursuivant leurs raids ont réussi une attaque sur Janimah, au nord du pas Tachin. Un détachement français, opérant à leur droite, a enlevé une tranchée à la baïonnette et fait des prisonniers.

Du lac Doiran au Vindar, notre artillerie s'est montrée très active. Un bombardement énergique de Doiran a provoqué un incendie.

A notre aile gauche, notre progression continue sur toute la ligne.

Les zeppelins abattus

NOUVEAUX DETAILS

Londres 25 septembre. — Le Daily Chronicle dit que le second zeppelin porte des traces de coups que lui ont portés nos canons anglais. Il semble qu'il ait été touché plusieurs fois.

Le Daily Mail donne le récit suivant de la descente du second zeppelin :

« On l'entendit, dit-il, vers dix heures, près de la côte est. Il faisait peu de bruit, il semblait que les moteurs marchaient mal. Puis on aperçut le zeppelin naviguant à une certaine de mètres et se dirigeant vers la mer. Puis il revint, semblant redouter de courir un danger de ce côté. »

Le bruit des moteurs cessa et un fermier vit le zeppelin qui se tenait à une dizaine de mètres au-dessus de son verger. Enfin l'homme machine vint se poser près d'un cottage. L'on entendit des jurons proférés en mauvais anglais, et l'on aperçut une vingtaine d'hommes, accompagnés d'un officier, quittant l'aéronef et se dirigeant vers le cottage. L'officier frappa à la porte jurant et pestant. Comme personne ne lui répondait, il brisa une fenêtre. Et il y eut un conalblement.

A ce moment, nos légères explosions furent entendues. L'officier allemand rangea ses hommes et tous partirent dans la nuit après avoir vidé et jeté leurs revolvers.

Un agent de police en bourgeois étant surveillé, l'officier allemand lui demanda sa route ; il le leur indiqua et ils repartirent suivis par l'agent. Un second agent ayant rejoint le premier, tous deux annoncèrent aux Allemands qu'ils étaient prisonniers. L'officier haussa les épaules, mais obéit.

LES COMMENTAIRES DE LA PRESSE

Du Daily Telegraph :

« On aurait pu croire que le dernier raid avait rendu l'Allemagne plus sage, plus prudente. Il n'en était rien. Dès que la disparition de la ligne de permis, les Allemands tentèrent une nouvelle agression et n'épargnèrent pas leurs peines pour nous prouver leur haine. Une fois de plus, la haine allemande s'est dépensée sans nous laisser, militairement parlant, plus

sieurs reprises, des extraits de discours qui sont irréfutables ainsi que les réponses ministérielles à des questions posées par les députés par la voie du Journal Officiel et dans lesquelles ils ont engagé leur parole.

Il y a mieux, pourtant, que ces déclarations individuelles. Le rapport de la Commission de l'Armée sur la Loi Dalbiez constitue la véritable Charte des Réformés et des Exemptés. Il faut relire ce rapport aujourd'hui où il prend une signification particulière.

Rapport de la Commission de l'Armée sur la loi Dalbiez.

(DOCUMENT PARLEMENTAIRE CHAMBRE, annexe 636, Séance 29 mai 1915.)

A. Exemptés et Réformés,

Sous le régime des lois de recrutement du 15 juillet 1889 et du 21 mars 1905, la situation militaire des hommes exemptés ou réformés était définitivement fixée par la décision du Conseil de révision ou de la Commission spéciale de réforme ayant statué sur leur cas ; ils étaient légalement libérés de toute obligation militaire.

Tout d'abord, ne cédon pas à l'idée simpliste d'envoyer indirectement tous les hommes au feu. Tous malheureusement — et plus d'un en éprouve d'amers regrets — n'ont pas la force physique et la résistance qui permettent de jouer un rôle utile dans la tranchée ou sur le champ de bataille. Ne dirigeons pas vers les dépôts des hommes qui ne pourront que les encombrer, qu'alourdir inutilement la tâche déjà lourde du service médical et enlever de façon illusoire le chiffre de nos effectifs.

Derrière l'armée et à côté de tous les services de l'arrière, à côté de l'immense organisation administrative et industrielle spéciale qui lui est nécessaire, la vie économique, l'activité industrielle et commerciale de la nation tout entière doit se continuer dans toute la mesure du possible. Quand sera terminée par la victoire des armées alliées, cette guerre, la plus formidable que le monde ait connue, une autre lutte se poursuivra, non moins dure et non moins grosse de conséquences peut-être pour l'avenir des nations ; ce sera la concurrence pour la prépondérance économique sur tous les marchés du monde.

En ce domaine, la France, comme ses alliés, doit être prête à la bataille. Pour cela, elle doit maintenant, le législateur doit songer à permettre l'utilisation de toutes les énergies disponibles ; tous ceux qui ont été reconnus décidément impropres au service armé ou à tout service militaire, doivent pouvoir organiser d'une façon stable leur activité.

Pour les hommes des services auxiliaires comme pour les réformés, pour les ajournés et exemptés, un immense et délicat travail de révision et de contrôle s'imposait, étant données les circonstances.

La présente proposition de loi, après les décrets et arrêtés ministériels pris depuis le 2 août y pourvoit et y pourvoit suffisamment. L'œuvre du Parlement sur ce point pourra être considérée comme définitive et comme donnant à la nation toutes les garanties nécessaires.

On ne saurait mieux dire. Nous n'ajouterons à ce texte qu'un seul commentaire. C'est la déclaration de M. Millerand, ministre de la guerre, à la tribune du Sénat le 11 août 1915. (Journal Officiel du 12 août 1915, page 179, col. 3.)

M. le ministre de la guerre. — Ensuite, la commission, dans la proposition de loi, pose un principe général que le Sénat lui-même a déjà adopté en ratifiant les décrets que j'avais pris pendant l'absence du Parlement. Quel est ce principe ? C'est que tous les réformés qui n'auraient subi qu'une visite seront contre-visités sans pouvoir d'ailleurs être visités plus de deux fois ; à l'exception de ceux qui ont été reconnus impropres au service armé.

Comme le disait le rapporteur de la Commission de l'Armée, tous ceux qui ont été reconnus décidément impropres au service armé doivent pouvoir organiser d'une façon stable leur activité. C'est ce qu'ils ont fait. Ce faisant, ils ont rempli leur devoir. Ils attendent des pouvoirs publics de pouvoir poursuivre leur œuvre.

Jacques LANDAU.

FAITS DIVERS

UN LOCATAIRE PASSE A TABAC

Hier, vers 11 heures, le concierge de l'immeuble situé 138, avenue de Charonne, et un de ses locataires, tombaient sur un autre locataire, qui les avaient, paraît-il, menacés, et qui n'aurait nié une magistrale volée de coups de bâton.

Le locataire, trois cent personnes environ, massé devant l'immeuble, prit fait et cause pour le locataire battu, des vitres volèrent en éclats, et même des coups de revolver furent tirés, qui n'atteignirent fort heureusement personne.

Les gardiens de la paix, venus à la rescousse, ont réussi assez rapidement à disperser la foule.

DEUX FEMMES ASSOMMEES

Mme veuve Pastre, 75 ans, et sa fille, veuve Parvins, 53 ans, ont été assassinées à Mont-Banc (Hérault) et jetées dans une cuve en fermentation.

Les deux victimes vivaient seules et possédaient une belle propriété. Le vol paraît être le mobile du crime.

MYSTERIEUX ASSASSINAT

Cette nuit, on a trouvé, en face le numéro 18 de la rue du Lendy, à la Plaine Saint-Denis, le cadavre d'un homme qu'on suppose être sujet espagnol.

Le corps portait plusieurs blessures. Le crime aurait eu lieu pour mobile. Jusqu'à présent, on ne possède aucun renseignement sur l'identité de la victime, qui a été transportée à la Morgue.

Un Grand Débat sur la Tactique Socialiste

MM. LEBAS ET MAYERAS DISCUTENT DEVANT LES ELECTEURS DE M. LONGUET

La cité prolétarienne d'Aronell-Cachau fut hier, le théâtre d'une passionnante controverse sur les grands problèmes qui agitent à l'heure actuelle le socialisme français, un des débats les plus vivants et les plus approfondis que des militants aient eu l'occasion d'entendre depuis le début de la guerre.

C'était devant l'assemblée générale des Sections du Parti socialiste de la 5^e de Soaux, qui comprend avec Aronell, Krem-lin-Biotro, Montrouge, Gentilly, Villejuif, Soaux, Fontenay-aux-Roses et une dizaine d'autres communes moins importantes de cette banlieue sud de Paris. Son élu parlementaire, notre ami Jean Longuet, président, assisté des élus municipaux socialistes des grands cantons avoisiers de la circonscription. Les orateurs aux prises étaient MM. Lebas, maire de Roubaix, pour la majorité et Mayeras, député de la 3^e de Soaux, pour la minorité.

Le débat fut réglé selon la méthode anglaise pour ces sortes de controverses : une heure pour chaque orateur, puis un quart d'heure à chacun pour répliquer.

Avant de donner la parole à M. Lebas, M. Jean Longuet tint à l'assurer — quelles que fussent leurs divergences actuelles — de l'accueil courtois des militants qui ne pensent pas comme lui, mais qui comprennent la situation cruelle des camarades des régions envahies. Et il eut quelques paroles émouvantes pour rappeler le souvenir de ces départements septentrionaux si accueillants, si fraternels, d'une vie ouvrière et socialiste si intense, ses riches et laborieuses contrées du Nord des Ardennes, de l'Aisne, où il a dépensé dix ans de sa vie de militant et de propagandiste, et dont nous comprenons la souffrance actuelle et même l'erreur déplorable au point de vue socialiste — par l'exaspération d'un sentiment intime et profond.

Des applaudissements unanimes saluèrent cette allocution du président.

Avant que M. Lebas ne commence à développer la thèse majoritaire, M. Mayeras demanda à lui poser une question : en présence de la déclaration présentée et votée par l'unanimité des élus socialistes à l'exception des trois députés « Kienthaliens », comment pouvait-il justifier sa prétention du dernier Conseil national que les minoritaires n'avaient pas autant que les majoritaires la volonté d'assurer l'indépendance et l'intégrité du territoire national ?

La Thèse Majoritaire

M. Lebas ne répondit pas, à proprement parler, à cette question. Il se contenta de reprocher aux minoritaires qui avaient voté les crédits de guerre et signé la déclaration de manque de logique, et s'en prit violemment aux trois « Kienthaliens » dont il réclama l'exclusion du Parti.

Puis longuement il s'étend sur la question des responsabilités de la guerre. Ainsi que le fera observer tout à l'heure M. Mayeras, pour M. Lebas l'histoire du monde commence à l'attentat de Sarajevo. M. Lebas défend avec ardeur la Russie.

« Donc il n'y a qu'une seule chose qui importe : la victoire militaire. Il faut s'y employer entièrement et uniquement. Lorsque nous l'aurons bien obtenue, tout ira bien, hommes et gens seront partout remis à leur place et les rapports socialistes internationaux du Lebas ne vont à aucun prix maintenant — il développe abondamment à ce sujet les arguments qu'il avait déjà apportés au dernier Conseil national — reprendront comme par l'opération du Saint-Esprit... »

Les discours de M. Lebas écoutés en un parfait silence, recueilli en et pour tout les applaudissements des jeunes camarades du Nord et de trois ou quatre isolés.

La réponse de M. Mayeras

Par le deux temps de Censure offerts que nous vivons, il est bien difficile de rendre compte au public d'un semblable débat, une des deux thèses en présence, semblant devoir être fatalement et à l'avance, supprimée par les soins vigilants de dame Anastasie.

Essayons tout de même de donner quelque idée de l'exposé de M. Mayeras.

M. Mayeras dresse un superbe réquisitoire contre tous les impérialismes aux prises dans le monde capitaliste moderne et montre comment ils amenèrent forcément le cataclysme actuel. Au milieu des applaudissements prolongés de toute la salle, après avoir fait le tableau tragique de l'Europe à l'heure actuelle et surtout de notre pays « de notre chère France que nous aimons plus et mieux que ceux qui ne comprennent pas la limite de ses sacrifices », il montre l'impérieuse nécessité de l'action internationale socialiste, que parlent attendent les peuples et que les gouvernants eux-mêmes, tout en paraissant la repousser saluèrent comme la seule issue.

Toute la salle fraterniquement applaudit M. Mayeras.

M. Lebas répliqua par une nouvelle charge contre les « Kienthaliens », M. Mayeras lui répondit brièvement.

Le Vote

Avant de mettre aux voix l'ordre du jour, M. Longuet après avoir félicité l'assemblée « la haute tenue qu'elle a donné à cette grande controverse, sur des problèmes angoissants, tient à donner lecture de quelques lettres parmi les centaines qui lui

LA QUESTION DES NOUVELLES VISITES

Un document formel

Ainsi, c'est bien entendu : il faut une Loi pour astreindre les réformés et les exemptés à une nouvelle visite des Conseils de réforme. Une loi est indispensable. Un simple décret serait illégal, et, par conséquent, serait inopérant, quoi qu'on en pense là-dessus le rédacteur militaire de l'Œuvre, M. Mortimer-Mégré.

Reste la question de savoir comment cette loi pourrait être votée par le Parlement après les engagements formels qu'il a pris. Même sous le coup des plus impérieuses nécessités, il y a des engagements qu'il faut respecter au risque de laisser dire qu'ils ne sont que des chiffons de papier.

Le Bonnet Rouge a publié, à plu-

